



**Compte rendu de la troisième conférence commémorative Guy Mhone,  
organisée par le Conseil pour le développement de la recherche économique et sociale en  
Afrique (CODESRIA) du 20 au 22 décembre 2010 à Dar Es Salaam (Tanzanie)**

### **Historique**

Dans son allocution d'ouverture aux participants, le Dr. Ebrima Sall, Secrétaire Exécutif du CODESRIA, a déclaré que la Conférence Guy Mhone est devenue une manifestation organisée annuellement par le CODESRIA pour commémorer la mémoire du Professeur Guy Mhone, disparu, des suites d'une brève maladie, le 1<sup>er</sup> mars 2005 à Pretoria (Afrique du Sud). Le Dr. Sall a rendu un hommage appuyé au Professeur Mhone pour sa ténacité et son engagement à promouvoir et à fortifier une recherche en sciences sociales faisant avancer le développement socioéconomique en Afrique. Il a loué les vertus du Professeur Mhone, un intellectuel émérite, dont les travaux ont porté sur des questions cruciales pour les économies politiques africaines : pauvreté, inégalité et privation. Selon le Dr. Sall, le Professeur Mhone percevait le capitalisme comme un « capitalisme racial », ce qui explique pourquoi il était particulièrement intéressé par l'économie de la discrimination. Le Professeur Mhone pensait que la lutte contre la pauvreté, l'inégalité et l'injustice devait être fondée sur une analyse économique très rigoureuse, et non pas sur des polémiques, des émotions ou des sentiments.

Soulignant la signification du thème de la Conférence, *La Renaissance des économies africaines*, le Dr. Sall a observé que la crise économique mondiale et ses séquelles forcent les intellectuels africains à réfléchir sur les orthodoxies économiques, les théories reçues et de proposer des paradigmes alternatifs en matière de développement socioéconomique. Tout en relevant plusieurs contraintes économiques, politiques et institutionnelles que les pays africains doivent surmonter pour relancer leurs économies, il a identifié la *gouvernance* comme étant l'une des plus saillantes de ces contraintes. Il a attiré l'attention sur un récent Rapport de la Rand Corporation sur la gouvernance en Afrique qui laisse suggérer que la mauvaise gouvernance empêche de nombreux pays africains de gérer leurs abondantes ressources au service du développement socioéconomique. Le Dr. Sall a également fait observer que la République démocratique du Congo est dotée de toutes les ressources nécessaires pour réduire significativement la pauvreté dans ce pays mais qu'elle n'a pas pu le faire en raison de l'inefficacité de sa gouvernance et d'autres contraintes institutionnelles comme la violence des conflits, l'effondrement de la loi et de l'ordre, le manque de définition précise des droits de propriété et l'absence d'Etat de droit. Il s'est dit toutefois heureux que le Cap-Vert ait réussi à devenir un pays à revenu intermédiaire, essentiellement grâce à sa bonne gouvernance et à la gestion efficace de son économie.

Le Dr. Sall a vivement encouragé les participants à la Conférence à s'abstenir de tout « monolithisme » dans leurs discussions en insistant sur la nécessité « d'ouverture » et « de sincérité » dans les débats. Faisant observer que « nous ne pouvons convenir d'une seule option politique », il a conclu que la meilleure approche pour les intellectuels africains serait de « concevoir des paramètres d'exploration des différentes options ». Dans sa propre intervention, le Dr. Carlos Cardoso, Responsable du programme de Recherche, a exprimé la détermination du CODESRIA à encourager les intellectuels des pays lusophones à participer aux activités du CODESRIA. A cause de cette barrière linguistique, les intellectuels de ces pays n'ont pas pu participer aux conférences du CODESRIA. Selon le Dr. Cardoso, il serait très enrichissant d'apprendre comment les pays lusophones comme l'Angola et le Cap-Vert, ont réussi à surmonter leurs difficiles conditions économiques. Il s'est rallié à l'observation du Dr Sall selon laquelle la bonne gouvernance joue un rôle considérable dans la relance économique.

Plusieurs participants ont pris la parole lors de la cérémonie d'ouverture, parmi lesquels, le Président de la conférence, le Professeur Issa Shivji, Professeur de droit à l'Université de Dar Es Salaam et l'un des pères fondateurs du CODESRIA, que le Dr. Sall a décrit comme étant l'un des « piliers du CODESRIA ». Contemporain de Guy Mhone, le Professeur Shivji a décrit feu le Professeur Mhone comme étant « un intellectuel africain très engagé et cohérent dans la recherche de la manière dont un développement authentique pourrait être introduit en Afrique ». Le Professeur Shivji a souligné que, si d'autres intellectuels ont souscrit aux vues orthodoxes sur le développement économique, Guy Mhone, quant à lui, refusait tout compromis à ses principes de solidarité avec les Africains pauvres et vulnérables. Il a félicité le CODESRIA d'immortaliser le nom d'un géant intellectuel qui a consacré l'essentiel de son temps et de son énergie à veiller à ce que les sciences sociales restent vivantes et engagées dans le développement socioéconomique de l'Afrique. Le Professeur Shivji a également saisi cette occasion pour souligner le rôle crucial joué par le CODESRIA, depuis sa création, dans la recherche sur les sciences sociales en Afrique. Le CODESRIA, a-t-il dit, est l'un des quelques centres de recherche à avoir survécu à de nombreux défis. Il a exhorté l'équipe dirigeante du CODESRIA à poursuivre l'excellente de ses travail de promotion et de maintien de sciences sociales dynamiques et spécifiques à l'Afrique.

Concernant la crise économique mondiale, le Professeur Shivji a fait remarquer que le néolibéralisme « s'est suicidé en 2008 ». Selon lui, il est ironique qu'un pays comme la Grèce se trouve aujourd'hui à la périphérie de pays tels que la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. Il a appelé les intellectuels africains à procéder à « une analyse profonde des 25 ans d'économie libérale au cours desquelles l'offensive a été le fait de l'impérialisme ». Pour parvenir à de meilleures alternatives, « nous devons affiner nos méthodologies de manière à comprendre quelle est la situation. De même que le panafricanisme sert de catalyseur à la pensée intellectuelle, selon le Professeur Shivji, les stratégies de développement alternatives africaines devraient revêtir une dimension panafricaniste. À cet effet, il envisage d'organiser une conférence sur le panafricanisme cette année à l'Université de Dar Es Salaam et il a invité les intellectuels africains à y participer, qu'ils aient ou non reçu une invitation formelle. L'impérialisme étant sur la défensive aujourd'hui, « les Africains doivent mettre leur propre agenda sur la table » a-t-il conclu.

Un autre éminent intervenant invité à prendre la parole lors de la cérémonie d'ouverture était le Vice-chancelier de l'Université de Dar es Salaam, le Professeur Rwekaza S. Mukandala, qui a félicité le CODESRIA pour l'organisation de la conférence. Il a déploré le fait qu'après 50 ans d'indépendance, la pauvreté continue d'être un problème majeur dans la plupart des pays africains. Il a déploré une situation dans laquelle de nombreux ruraux ne peuvent toujours pas avoir librement accès à une éducation de qualité, à des vêtements décents et à des soins de santé corrects. Compte tenu du fait que de nombreux Africains ne sont pas satisfaits de leur situation économique difficile, le Professeur Mukandala a exhorté les participants à faire preuve de créativité dans leurs discussions sur la réduction de la pauvreté et la relance économique de l'Afrique.

### **Thèmes débattus**

La Conférence de Dar es Salaam a servi de plateforme à un groupe de réflexion interdisciplinaire sur la relance des économies africaines, composé de chercheurs, de décideurs, responsables d'ONG et de médias d'Afrique. La Conférence était motivée par la nécessité de débats, de dialogues et de discussions pour identifier de nouvelles voies de développement durable et de réduction de la pauvreté en Afrique. Pendant les deux journées de la Conférence, plusieurs participants originaires de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique du Nord ont réfléchi sur les questions saillantes auxquelles sont confrontés les pays africains. Les questions débattues peuvent être articulées autour des thèmes suivants :

*Les institutions et le développement économique de l'Afrique* : Les participants ont discuté des différents mécanismes par lesquels la réforme institutionnelle peut être déterminante pour la relance des économies africaines. Un consensus s'est dégagé selon lequel les contraintes institutionnelles tels que la corruption, la faiblesse de la gouvernance, le manque de démocratie et d'obligation de rendre compte restent des défis majeurs pour le développement économique de l'Afrique. Tout en prenant note que certains pays africains ont enregistré des avancées significatives dans l'amélioration de leurs institutions et dans la gouvernance, la progression de la réforme institutionnelle reste lente dans nombre d'autres pays. La croissance et la relance économique nécessiteront donc un renforcement soutenu de la qualité des institutions africaines, en particulier dans les domaines de la gouvernance, de la corruption et de l'obligation de rendre compte. Il a été noté que des pays comme le l'Afrique du Sud, le Botswana, le Cap-Vert, le Maroc, Maurice, le Rwanda, le Malawi, le Mozambique et la Tanzanie ont suivi une bonne politique et une bonne gouvernance macroéconomiques pour promouvoir la croissance ou empêcher leur économie de dégénérer et de tomber aux niveaux observés dans d'autres pays.<sup>1</sup> La mise en œuvre de bonnes politiques macroéconomiques en Afrique nécessitera l'abandon de nombreuses politiques caractéristiques des pays africains, notamment la protection systématique et indéterminée

---

<sup>1</sup> Ces pays ont réussi à éviter les « syndromes anti-croissance » qui prévalent dans de nombreux pays africains. La réforme économique du Rwanda a été spectaculaire en hissant le pays de la 143<sup>ème</sup> à la 67<sup>ème</sup> position de « L'indice de la facilité de faire des affaires » de la Banque mondiale pour 2010. La vaste réforme économique et institutionnelle a permis une progression de 11,2 pour cent en 2008. Dans les principaux secteurs de l'exportation, les salaires ont également augmenté de plus de 20 pour cent au cours des huit dernières années. Le Rwanda a réduit la proportion de son budget financé par l'aide internationale de près de 50 pour cent (*New York Times*, 3 novembre 2009, p.31).

d'entreprises tout à fait inefficaces, la surévaluation des taux de change, le contrôle des prix, la croissance excessive de la masse monétaire et le capitalisme de copinage.

Compte tenu du caractère amorphe du concept « institution », les participants ont convenu qu'il est impératif de décrypter ce concept. Spécifiquement, il est important que les intellectuels conceptualisent sans ambiguïté la notion d'institutions : qu'entendons-nous par institutions dans le contexte africain ? Quelles institutions sont les plus importantes pour la relance économique de l'Afrique ? Est-il plus judicieux d'accorder la priorité à la réforme institutionnelle en Afrique plutôt que de reformer *toutes* les facettes des institutions africaines ? Les institutions formelles sont-elles plus importantes que les institutions informelles ? Certains aspects des institutions occidentales sont-ils défavorables à la relance économique de l'Afrique ? Quel rôle devrait jouer l'Etat dans le processus de développement économique, en particulier en cette période de crise où le rôle des forces des marchés déréglementés est remis en question ? Sans une conceptualisation attentive de la notion d'institutions, il est très peu probable que les pays africains puissent reformer leurs institutions de manière à ce qu'elles puissent promouvoir un développement durable.

*La crise financière mondiale et la relance des économies africaines* : Les participants ont discuté des opportunités offertes par la crise financière mondiale pour relancer les économies africaines. Prenant note que la crise a soulevé des questions sur l'efficacité du marché, les participants ont discuté de la nécessité pour les Etats africains de proposer de nouveaux modèles et une pensée innovante sur la manière de promouvoir le développement durable en Afrique. La crise financière mondiale a créé un espace permettant aux spécialistes en sciences sociales de proposer des modèles économiques afrocentristes qui reflètent la spécificité, les réalités et les aspirations des pays africains. Une question centrale abordée par la Conférence a été la crise des économies africaines et la manière dont les différents pays y ont réagi. Les pays d'Afrique de l'Est se sont signalés par leur meilleure résistance à la tempête économique que les autres régions. Un enseignement majeur retenu de la crise est la nécessité d'un volume plus conséquent des échanges commerciaux intra-africains dans la mesure où les échanges commerciaux entre l'Afrique et le reste du monde tendent à exposer les économies africaines à des chocs et à l'instabilité dans le cadre de la situation économique mondiale. L'impact minimal de la crise dans de nombreux pays africains a été attribué à la faible intégration de l'Afrique dans l'architecture financière mondiale, ce qui implique que les pays africains doivent élaborer des systèmes économiques et financiers qui résistent aux fusions financières mondiales. Plus importante encore, la notion de « détachement » qui a été le fondement de la théorie de la dépendance des années 1960 et 1970, doit être revue pour évaluer sa pertinence pour la renaissance et la relance économique de l'Afrique.

*La politique industrielle et la renaissance économique africaine* : Il a été noté que la plupart des pays africains comptent encore sur la production et l'exportation de produits primaires et de minéraux qui les rendent vulnérables aux chocs de l'économie mondiale. Un consensus s'est également dégagé sur le fait que la renaissance et la relance économique en Afrique sont impossibles sans une transformation structurelle fondée sur un renforcement du secteur industriel. Le renforcement du secteur industriel a été perçu non seulement en termes de développement des capacités des pays africains à produire et à exporter des produits manufacturés mais aussi à renforcer les industries créatives telles que la production

cinématographique, musicale, du divertissement, du tourisme et des services. Ces industries créatives manifestent déjà des signes prometteurs dans certains pays africains et elles doivent être renforcées pour contribuer à relancer les économies africaines et réduire leur dépendance à l'égard des produits primaires et minéraux. Les participants ont également fait observer que la promotion des échanges commerciaux intra-africains peut contribuer à accélérer le développement industriel en Afrique. Il a été observé que l'Afrique a la capacité de s'industrialiser, compte tenu des récentes expériences observées dans certains pays africains qui ont réussi à diversifier leur économie en exportant des produits manufacturés et de haute technologie. Toutefois, d'autres politiques ont été identifiées comme étant aussi importantes pour le développement industriel de l'Afrique, notamment les réformes économiques et institutionnelles, un processus attentivement planifié de libéralisation des échanges commerciaux, l'exposition progressive et sans heurts des entreprises africaines à la concurrence internationale, l'investissement dans les compétences et la technologie ainsi que la création d'un environnement propice à l'investissement privé. Il est nécessaire de s'atteler aux contraintes telles que la dimension réduite des marchés, l'insuffisance d'infrastructures, l'accès insuffisant aux technologies modernes et la qualité institutionnelle pour promouvoir le développement industriel de l'Afrique.

*La Chine et les perspectives de relance des économies africaines* : Le rôle de la Chine en tant que partenaire économique potentiel de l'Afrique a également été abordé lors de la Conférence. Les participants ont convenu que la Chine est un « partenaire stratégique » de l'Afrique mais les avis quant à l'impact de la Chine sur les économies africaines étaient mitigés. Les échanges commerciaux entre l'Afrique et la Chine se sont considérablement développés en passant de moins de 10 millions de dollars dans les années 1980 à plus de 100 milliards de dollars en 2008. Des préoccupations ont toutefois été exprimées sur le fait que ces échanges reprennent les anciens schémas coloniaux où l'Afrique fournissait des matières premières en échange de produits manufacturés. Comme tel est typiquement le cas dans ce type de relations commerciales, les termes des échanges commerciaux sont habituellement défavorables à l'Afrique – les prix des produits de base tendent à être inférieurs à ceux des produits manufacturés. Les participants se sont également inquiétés du fait que l'exportation de produits de consommation à bon marché vers l'Afrique limite les entreprises locales à les concurrencer et pourrait entraîner une désindustrialisation, ralentir la croissance et entraîner des pertes d'emplois. En outre, la croissance sans précédent de la Chine pourrait détourner l'investissement étranger de l'Afrique vers la Chine. Certains participants ont relaté des évidences anecdotiques donnant à suggérer que les investisseurs étrangers en Afrique déplacent leurs opérations vers la Chine mais l'ampleur de cet exode reste encore à préciser.

Il a également été observé que l'aide de la Chine à l'Afrique, en particulier celle relative au développement d'infrastructures, est conçue de manière à profiter à la Chine plutôt qu'à l'Afrique. En revanche, tous les participants ont convenu que l'Afrique devrait être proactive dans la détermination de ses relations avec la Chine en contribuant ainsi à optimiser les avantages découlant de ce partenariat. Enfin, l'Afrique devra être responsable de sa propre relance économique et de son propre développement avec la précieuse assistance de ses partenaires au développement. En d'autres termes, l'Afrique devra déterminer son propre agenda du développement.

## **Recommandations en faveur de la relance des économies africaines**

Les participants, en tant que *groupe*, n'ont pas proposé explicitement de mesures d'orientation politique pour la relance des économies africaines mais les conclusions ci-après sont le produit des documents et des discussions de la Conférence :

1. L'Afrique devrait saisir l'opportunité offerte par la crise financière mondiale pour articuler une philosophie, des objectifs et des stratégies qui promeuvent le développement durable dans la région. L'efficacité des orthodoxies économiques dominantes ayant été remise en cause par la crise économique mondiale, une atmosphère propice a été créée pour l'avènement de nouvelles perspectives économiques florissantes. Des débats, des dialogues et des discussions sont nécessaires pour tracer une nouvelle voie pour la relance économique africaine. Ces discussions doivent néanmoins être créatives et innovantes. Elles ne doivent pas s'inscrire dans le cadre de l'orthodoxie économique qui n'a été que d'une aide marginale pour la quête de renaissance et de relance économique de l'Afrique.

2. Les pays africains devraient continuer à renforcer et à consolider les acquis des réformes institutionnelles par rapport à la gouvernance, au leadership, à l'obligation de rendre compte, à la transparence et à la liberté économique/politique. Bien que la notion d'un Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) soit importante pour la bonne gouvernance et le développement économique en Afrique, le MAEP devrait être amendé de manière à être moins centré sur les formes et les processus mais davantage sur le contenu et les résultats. L'abondance des ressources naturelles et humaines de l'Afrique sera en partie perdue sans l'existence d'un cadre institutionnel qui en permette une utilisation efficace pour la promotion de la croissance durable et de la réduction de la pauvreté.

3. La relance économique de l'Afrique requiert une transformation structurelle qui ne diversifie pas seulement les économies africaines mais qui développe aussi les capacités des pays africains à produire et à exporter des produits manufacturés. Outre le fait de permettre aux pays africains d'approfondir leurs capacités technologiques et novatrices, cette transformation structurelle aurait pour effet de réduire la vulnérabilité du continent aux chocs de l'économie mondiale. Le fait que certains pays africains aient réussi à enregistrer des taux de croissance élevés, un développement industriel et une réduction de leur pauvreté est la preuve que d'autres pays africains ont également la capacité d'y parvenir en procédant à des réformes économiques et institutionnelles appropriées.

4. Le marché n'est ni infaillible ni sacrosaint et il ne peut en aucun cas se substituer à l'Etat. Faisant observer qu'une relation saine entre le secteur privé et le secteur public est essentielle pour le développement, les participants ont affirmé leur conviction que les pays africains ne devraient pas entièrement se fier au marché dans le processus de répartition de leurs ressources limitées. Plus particulièrement, les pays africains doivent réévaluer leurs programmes d'ajustement structurel afin de les orienter vers les populations et à être moins vulnérables aux crises sociopolitiques. Spécifiquement, les programmes d'ajustement doivent être accompagnés de politiques explicites visant à assurer que les Africains vulnérables et

appauvris aient accès aux besoins vitaux de base, notamment l'éducation, les soins de santé, un logement correct et l'alimentation.

5. L'Etat a un rôle important à jouer dans le développement économique de l'Afrique mais son rôle dans le processus de développement devrait être revu. Une condition préalable à la renaissance et à la relance économique de l'Afrique est que la nature de l'Etat doit évoluer d'Etat capitaliste de copinage servant les intérêts des élites politiques africaines à celle d'un Etat servant les intérêts de toute la communauté. Dans de nombreux pays africains, l'Etat a fait preuve d'une faible capacité à diriger le processus de développement et il a essentiellement cherché à servir les intérêts de quelques capitalistes internationaux et locaux dominants aux dépens de la vaste majorité d'Africains qui aspiraient à des possibilités de développement de leurs capacités. L'Etat doit donc passer d'un comportement patrimonial et prédateur à celui d'un Etat-promoteur authentique qui facilite le processus de développement en permettant au secteur privé de jouer un rôle de premier rang.

### **Suggestions les futures recherches**

Les participants ont massivement félicité le CODESRIA pour le succès de l'organisation de la Conférence et pour s'être concentré sur un thème très pertinent. Ils ont appelé le CODESRIA à maintenir cet élan en établissant un programme de recherche centré sur les stratégies de développement alternatives en Afrique en cette période post crise économique mondiale. Un tel programme devra être nécessairement pluridisciplinaire et réunir certains des penseurs novateurs et originaux d'Afrique. Dans le cadre de ce programme de recherche, des efforts devront être déployés pour apprendre davantage sur la manière dont certains pays africains ont réussi à minimiser l'impact de la crise économique mondiale. Ces informations permettront aux intellectuels de théoriser sur ce qui doit être nécessairement fait dans l'avenir pour mettre les pays africains à l'abri des chocs et de l'instabilité de l'économie mondiale. Ce programme de recherche devrait aboutir par la suite à des stratégies de développement en Afrique à la suite de la crise mondiale.

### **Cérémonie de clôture**

Lors d'une cérémonie très émouvante, le Dr. Ebrima Sall, Secrétaire exécutif du CODESRIA, a remercié la veuve du Professeur Guy Mhone, le Dr ; Yvonne Mhone, d'avoir honoré l'invitation du CODESRIA à participer à la Conférence. Il a expliqué que la Conférence annuelle est un moyen approprié d'honorer un homme qui a non seulement soutenu le CODESRIA mais également immensément contribué au développement de la recherche en sciences sociales en Afrique. La Conférence annuelle, selon le Dr. Sall permettra d'immortaliser Professeur Guy Mhone et que son héritage continue à être soutenu par la jeune génération de spécialistes africains en sciences sociales.

Yvonne Mhone a remercié le CODESRIA et les participants pour l'hommage rendu à son époux. Elle était visiblement émue par les panégyriques de plusieurs participants à la Conférence. Elle a rappelé combien son époux était attaché au CODESRIA et combien de fois il était revenu de diverses réunions très enthousiasmé, rempli d'énergie et d'optimisme quant à l'avenir des sciences sociales en Afrique. Yvonne Mhone a fait partager à l'auditoire

certaines faces moins connus de Guy Mhone. Il appréciait beaucoup la poésie et le jazz et exprimait parfois ses réflexions sur les problèmes économiques de l'Afrique et la poésie. Il était également un saxophoniste accompli, très influencé par John Coltrane et Ornette Coleman. Elle a récemment découvert un recueil de poèmes non publiés de son époux et elle recherche les moyens de les diffuser dans le cadre de ses efforts pour immortaliser son nom. Elle a déclaré que son époux aurait été très heureux de voir ce rassemblement en son nom lors d'une conférence où ont été abordés de nombreux aspects du développement qui étaient chers à son cœur. Différents intervenants ont pris la parole en termes chaleureux sur les contributions impérissables de Guy Mhone à la bourse de sciences sociales en Afrique et ont invité le CODESRIA à poursuivre l'excellence et la noblesse de son rôle de préservation de l'héritage de Guy Mhone.